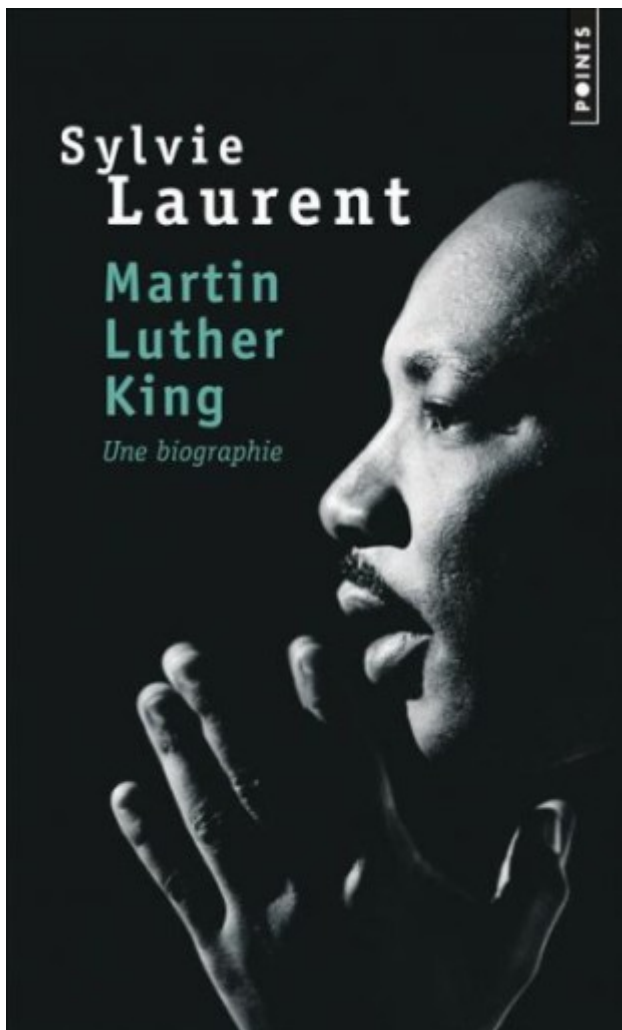


Dans cet entretien avec Manuel Cervera-Marzal, Sylvie Laurent revient sur les questions soulevées par ses deux derniers ouvrages : Martin Luther King. Une biographie (Seuil, 2015) et La couleur du marché. Racisme et néolibéralisme aux Etats-Unis (Seuil, 2016). En dépit de l'arrivée pour la première fois d'un Noir à la Maison blanche, les inégalités raciales se sont considérablement creusées durant les deux mandats d'Obama, venant redoubler des inégalités de classe qui s'étaient accrues sous les présidences de Bill Clinton et George W. Bush.

Comment comprendre le tournant néolibéral du Parti démocrate ? Et face à l'oligarchie bipartite et financière qui gouverne le pays, où en sont les luttes sociales ? Et pour commencer, comment réinscrire le combat antiraciste porté actuellement par « Black Lives Matter », entre autres, dans l'histoire longue des luttes pour l'émancipation aux États-Unis ?



MCM : Tout le monde connaît Martin Luther King. Vous avez pourtant éprouvé l'envie de lui consacrer une nouvelle biographie. Pourquoi ?

S.L : Pour être parfaitement honnête, au début, je ne voulais pas écrire une biographie de Martin Luther King. Mon projet était initialement destiné à un éditeur américain. Il s'agissait de faire l'étude de la « campagne des pauvres », qui est le dernier projet de King, celui qu'il menait en 1968, consistant à dépasser la logique des droits civiques pour passer à la question des droits humains et d'une union des pauvres, d'un mouvement prolétarien par-

delà la question raciale. Cela me semblait fondamental, d'autant que King a été assassiné trois semaines avant que la campagne ne soit lancée.

Il se trouve que, pour un lectorat français, ce sujet était un peu trop pointu. Mon éditeur au Seuil a suggéré de garder cette trame consistant à mettre en avant les convictions socialistes de King – qui étaient méconnues –, tout en étendant la perspective, afin de présenter la vie et la pensée de King de sa naissance à sa mort. Faire une histoire politique et intellectuelle de King consistait à mettre l'accent sur ses idées, qui s'élaborent quelque part entre le *social gospel*, la philosophie noire et le marxisme.

MCM : Votre ouvrage dépeint un Martin Luther King plus subversif que celui des manuels d'histoire. Vous soulignez par exemple que son antiracisme - connu de tous - était indissociable d'un engagement anticapitaliste et un anti-impérialiste. Comment définir au juste son combat politique ?

SL : Il y a tout un débat historiographique sur son parcours et ses évolutions. Était-il d'emblée profondément marxisant mais contraint de garder sous le boisseau ses convictions anticapitalistes pour se concentrer sur la question des droits civiques ? Certains disent que Rosa Parks l'a un peu forcé à se concentrer sur la question des droits formels et que ce n'est qu'une fois ces derniers conquis qu'il est revenu à la justice sociale. D'autres soutiennent que ce n'est qu'à partir de la guerre du Vietnam, qu'il dénonce en 1967, qu'il a vraiment cessé de croire dans la capacité de l'Amérique à s'amender et qu'il a radicalisé son combat.

Dans mon livre, j'essaie de réconcilier les deux théories, de montrer les ruptures et les continuités. Incontestablement c'est quelqu'un dont les premières critiques acerbes du système capitaliste sont très anciennes. Il commence dès le séminaire à lire les philosophes du droit et de l'histoire ; il n'a même pas vingt ans lorsqu'il écrit (en particulier dans ses lettres à Coretta) que Marx a raison et qu'un régime inégalitaire qui donne la majorité du pouvoir et de la richesse à une minorité en exploitant les masses est voué à disparaître. Evidemment ce qui est compliqué pour lui, qui est pasteur, fils de pasteur et petit-fils de pasteur, c'est l'athéisme viscéral du marxisme. L'autre problème pour King, c'est la contradiction entre le matérialisme historique et le messianisme chrétien, de même qu'il reproche au marxisme de considérer l'homme comme un moyen et non une fin. Le christianisme social européen, a réussi à réconcilier ces deux philosophies mais aux Etats-Unis, où le socialisme est érigé en contre-modèle diabolique, et où l'on accuse les militants noirs de subversion anti-américaine, c'est irréductible.

À partir du moment où l'égalité civique a été obtenue en 1964-1965 – c'est-à-dire la fin de la ségrégation institutionnelle et la reconnaissance du droit de vote, en somme la fin des aspects les plus criants et les plus attentatoires aux libertés fondamentales, King développe l'idée d'une seconde phase de la révolution des droits des Noirs, celle de la justice économique et sociale. Or le problème est que pour l'Amérique la liberté formelle qui fut accordée aux Afro-Américains, c'était déjà beaucoup, beaucoup trop. Donc de 1965 à 1968, King passe trois années à prêcher dans le désert. Pire, cet homme encensé en 1964 sombre dans des abysses d'impopularité, on le juge ingrat et subversif.

Rappelons que l'Amérique est terriblement divisée en cette fin des années 1960. La réaction droitière se profile avec Nixon. Nous sommes en plein mouvement de la contre-

culture, de lutte contre la guerre au Vietnam, d'opposition à l'impérialisme et King est lui aussi un dissident. Cet « embarrassant Docteur King » a été effacé de la mémoire nationale parce que ces engagements contreviennent à la mythologie nationale, selon laquelle on serait parvenu à une réconciliation et une rédemption grâce au vote des droits civiques. Il y a donc indéniablement continuité chez King mais il est également soumis aux aléas de la mémoire et des récupérations idéologiques, on célèbre le pasteur « rêveur », non violent, empathique et conciliateur. Mais l'insoumis déçu par les attermolements de son pays sur la justice n'a dû qu'au travail récent des historiens de retrouver grâce.

MCM : A vous écouter et à vous lire, on a le sentiment que King a subi le même sort que Che Guevara : aseptisé, édulcoré, mercantilisé... Comment une figure aussi dérangeante a-t-elle fini par être célébrée par ceux-là même qui, autrefois, étaient ses adversaires les plus farouches ?

SL : C'est Ronald Reagan qui, en 1983, a institué une journée de célébration nationale pour Martin Luther King. Ce n'est pas un hasard. Quand vous mémorialisez ou que vous panthéonisez un personnage si révolté, c'est une façon de la rapatrier dans le giron de la mythologie nationale. Et c'était très important pour le Président américain – celui-là même qui considérait que la page de l'égalité raciale était derrière nous, que ça suffisait comme ça, que les Noirs ne devaient plus trop en demander – d'ériger symboliquement King en père fondateur de la nation, sur le mode « nous avons réalisé notre idéal démocratique, King en est témoin et garant ». Evidemment cela est un tour de passe-passe mémoriel très important.

Pour le reste, l'assassinat de Martin Luther King en avril 68 a conduit à l'idée que l'alternative non-violente et égalitaire avait disparu avec lui. Certains ont argué que, puisque sa mort a provoqué l'explosion des ghettos, les révoltes urbaines, le passage à une forme de radicalisme plus intransigeant, la stratégie non-violente de King était inopérante. D'autres disent que s'il n'avait été tué alors la version pacifiste, sympathique, conciliante du combat l'aurait emportée. C'est tout à fait faux puisque lui-même s'était largement rapproché de la version radicale. C'est une façon de créer des dichotomies du style « Malcom X le mauvais garçon » vs « King le gentil ». Bref, il a servi, depuis l'outre-tombe, aux avocats de la contre-révolution pour justifier le retour à l'ordre et à la conservation du statu quo racial.

MCM : La force de King est aussi d'avoir conjugué, ou d'avoir tenté de conjuguer, deux traditions souvent tenues pour incompatibles : christianisme et marxisme, amour et révolution, non-violence et lutte des classes. Comment opéra-t-il cette synthèse ?

SL : Le chaînon manquant, c'est Gandhi. Il lui a fallu passer par la médiation philosophique d'un homme de couleur, non américain, non blanc, non occidental, pour parvenir à l'idée que la révolution pouvait être non-violente.

Il y a six ans j'ai écrit dans *La Vie des idées* un papier qui s'appelle « La non-violence est-elle possible ? », dans lequel je montre que Gandhi, nourri de la pensée de Thoreau mais

aussi de Tolstoï et du Christ, soutient qu'il existe un tiers espace entre la violence armée et la révolte spirituelle. Ce tiers espace est rendu possible grâce à une violence infligée à soi-même. Donc Martin Luther King pense, comme Gandhi, qu'un peuple opprimé peut, grâce à une éthique de la *satyagraha* (l'étreinte (*graha*) de la vérité (*Satya*), redéfinir l'émancipation par une équation dialectique entre l'opprimé, l'opresseur et le spectateur. La stratégie consiste à produire un sentiment de culpabilité chez celui qui inflige la violence mais aussi chez celui qui en est le témoin. C'est extraordinaire.

Gandhi montre que la non-violence, loin de la passivité chrétienne consistant à tendre l'autre joue par amour, n'est pas qu'une posture éthico-religieuse. Elle est une stratégie politique qui peut être agressive. Gandhi articule la non-violence à l'idée de révolution pour parvenir au changement social. La désobéissance civile, chez Gandhi et King, n'est plus l'acte d'un individu seul, comme chez Thoreau, car pour eux elle doit se déployer à l'échelle des masses pour provoquer le changement social. Cette idée que les masses ont le pouvoir, c'est profondément marxiste. Mais l'idée que les masses peuvent renverser les rapports de force sans avoir recours à la violence, Gandhi la trouve dans la philosophie indienne.

Dès les années 1930, de nombreux Noirs partent en Inde pour suivre les enseignements du Mahatma et rapatrient sa philosophie dans le sud raciste des Etats-Unis. Au travers de ce cosmopolitisme des opprimés se développe une fraternité de cause.

MCM : En quoi l'action et la pensée de King restent utiles pour les luttes actuelles ?

SL : Il y a beaucoup de raisons. Celle qui parle le plus est la question inégalitaire. Il y a une espèce d'incapacité des sociétés occidentales à penser de façon « totale » la question de l'inégalité. Une étroitesse d'esprit oppose les revendications de reconnaissance – la reconnaissance des droits, des « minorités », des femmes, de genre – à la vieille grille de lecture marxiste – les riches et les pauvres, les possédants et les dominés. Or Martin Luther King a réussi à montrer qu'il y a une dialectique fondamentale entre reconnaissance des identités et lutte contre l'exploitation capitaliste.

Faute de comprendre cette dialectique, on ne peut vraiment saisir ce qui est à l'œuvre dans les rapports de forces qui continuent à irriguer nos sociétés, en particulier la société américaine, qui se vit comme une société sans classes, dans son mythe originel de l'égalité pour tous. Il faut bien dire qu'à regarder les Etats-Unis depuis 30 ans, on se rend compte à quel point il y a eu une incapacité à penser deux choses : la persistance de la question de l'inégalité raciale, et la façon dont le creusement des inégalités de richesse a fondamentalement eu partie liée avec le sentiment que l'autre l'emportait sur moi, que mon déclin se faisait forcément parce que l'autre parvenait à s'extraire de sa condition de subalterne.

L'analyse de W.E.B. Du Bois, qui parlait du « salaire symbolique » de l'ouvrier blanc, reste d'une grande actualité. Marx avait saisi à propos des Irlandais que l'ouvrier blanc, même s'il est aussi exploité que le Noir, se voyait conférer par l'élite ce petit privilège symbolique consistant à être blanc et à être traité comme tel par l'ensemble de la société. C'est fondamental pour comprendre l'élection de Trump : les gens qui vivent le déclassement – qu'il soit fantasmé ou réel – le vivent de façon d'autant plus grave qu'ils ont le sentiment d'un déclin relatif aux autres groupes sociaux, qu'ils ont perdu en qualité de vie parce que

d'autres se gobergent des aides publiques ! Les immigrés ont pris mon emploi et les Noirs, qui sont plus présents dans l'espace public, ont remis en cause l'image normative de l'Américain moyen, forcément blanc et hétérosexuel. Cette idée de perte du privilège est essentielle.

Pendant longtemps on a eu une vision irénique de l'égalité : on pensait que plus on avancerait vers l'égalité réelle, plus chacun y gagnerait. Mais on se rend compte, et Martin Luther King l'avait dit, que non, on ne peut avancer vers l'égalité qu'à la condition que certains lâchent un peu de leurs privilèges. Et ce n'est que dans l'acceptation de cette perte de privilèges que la justice sociale prendra corps. À titre d'exemple, la ségrégation spatiale mine la société américaine ; tant que les quartiers blancs propres et paisibles de banlieues n'accepteront pas les logements sociaux et la présence de familles de couleur en leur sein, ce qui certes leur coûte, le pays ne progressera pas. Il n'y a aucune raison qu'ils soient les seuls à bénéficier de bonnes écoles, de bons transports publics et de tous les privilèges afférant à une pleine citoyenneté. À cet égard, Trump est la voix de ceux qui disent qu'ils ne renonceront pas au moindre de leurs privilèges, d'ailleurs ils refusent même que ces attributs soient considérés comme des « privilèges ». Ils se vivent comme des méritants indûment mis en cause.

la couleur du marché

racisme et néolibéralisme aux États-Unis

Sylvie
Laurent



MCM : *La couleur du marché* (Seuil, 2016) se situe dans le prolongement de la biographie de King, puisque ce livre traite du racisme aux États-Unis. Concrètement, de quoi s'agit-il ? De quels maux sont victimes les Noirs

SL : D'un côté, dans la société américaine, il y a l'idée du « postracial », qui est une aspiration, un horizon, une incantation. De l'autre côté, il y a les métamorphoses du racisme que l'on identifie trop souvent à la xénophobie la plus grossière, le plus outrancière, celle qui avait cours du temps de King. Or, si l'on en croit les sondages d'opinion réalisés depuis trente années, ce racisme au sens strict, c'est-à-dire la défense de la hiérarchie des races sur fondement biologique et de la séparation des communautés en fonction de leur couleur de peau, n'est plus défendu par personne. Plus personne ne dirait officiellement qu'il ne souhaite pas que sa fille ou son fils épouse quelqu'un d'une autre couleur.

Mais entre les déclarations et les pratiques sociales il y a évidemment une grande différence. Si la différenciation biologique est tombée en désuétude, la culturalisation des trajectoires sociales a pris le relais : si les Noirs sont plus pauvres, c'est parce qu'ils n'auraient pas d'éthique du travail, s'ils sont massivement incarcérés, c'est parce qu'ils seraient particulièrement enclins à la criminalité. Ce néoracisme est redoutable car il sert à normaliser et à rationaliser l'inégale distribution des richesses et des opportunités.

Pour revenir à la ségrégation, c'est-à-dire à l'inégale distribution de l'accès aux biens communs, ce discours sur les comportements de tel ou tel groupe qui se rendrait coupable de sa propre exclusion justifie l'entre-soi des nantis. Ainsi, on se rend compte que moins les Américains se disaient favorables à la ségrégation pratiquée jadis dans les états du sud, plus en réalité ils vivaient dans une société où les Blancs ont spatialement fait sécession ! Aujourd'hui le niveau de ségrégation sociale et raciale - les deux se recourent - est plus élevé que dans les années 1960. On a voté la fin de la ségrégation légale en 1964 - toute loi visant à séparer strictement les individus en fonction de leur couleur de peau est anticonstitutionnelle - et on se retrouve quarante ans plus tard avec des blancs qui vivent avec des blancs, des noirs avec les noirs, des enfants blancs qui ne savent pas ce qu'est un autre élève noir ou hispanique, et une espèce de schizophrénie institutionnelle, dont ne profitent que les blancs.

C'est là que la chose est subtile et que le néolibéralisme arrive à conforter tout ça : l'idéologie néolibérale naturalise les inégalités, elle prétend que toutes les barrières structurelles et systémiques ont été abolies, et que dorénavant grâce au marché chaque individu a une chance égale de réussir, qu'il faut être en permanence un entrepreneur de soi-même, qu'il faut montrer à quel point on est capable, et que par conséquent ceux qui n'y parviennent pas ont une inadaptation culturelle à la réussite. Aux yeux de la plupart des Américains, la raison principale selon laquelle les minorités de couleur sont affligées d'un destin social préoccupant en comparaison à celui des blancs, c'est qu'ils ne sont pas assez durs à la tâche et sont dénués d'esprit d'initiative. Autant d'éléments de langage du libéralisme contemporain, consistant à dire que toutes les mesures de correction des inégalités servent en réalité à inhiber l'initiative individuelle.

On est donc dans un néoracisme qui nie la réalité de la ségrégation et de la discrimination systémique en tant que phénomènes créés, entretenus et perpétués. L'idée est que les inégalités sont le fruit d'une inégalité naturelle au marché, et qu'y contrevenir serait néfaste pour les intéressés eux-mêmes. Donner des aides sociales ferait des gens des assistés ; cela désinciterait l'initiative, donc il faut forcer ces gens à se lever et à travailler le matin pour gagner leur pitance.

Ce discours de négation s'applique aussi à la police. Jamais la police n'a été aussi populaire

dans l'histoire des États-Unis. On sort pourtant de trois ans de litanie de meurtres de jeunes hommes désarmés, généralement Africains-américains ou Latinos. L'idée est que la police est la dernière frontière, qui maintient les hordes sauvages à la lisière de notre société bien régulée, bien ordonnée. Les classes dangereuses perturbent une société où chacun trouve spontanément sa place.

MCM : Pour définir ce néoracisme vous parlez de « racisme sans racistes », de « racisme sans intention ».

SL : Oui, l'expression vient du sociologue Eduardo Bonilla-Silva. C'est la grande limite du mouvement des droits civiques des années 1960 : lorsqu'on va aujourd'hui plaider sa cause devant un tribunal pour une affaire de discrimination, la charge de la preuve pèse sur les victimes. Pour qu'un employeur ou un propriétaire par exemple soit condamné pour discrimination, il faut prouver l'intention discriminatoire.

Par exemple, démontrer qu'il a écrit dans un SMS ou un document quelconque « on ne louera pas nos appartements à des Noirs », le juge peut démontrer qu'il y a intention raciste. Mais cela n'arrive jamais, on plaide plutôt le confort du voisinage, la baisse de la valeur du mètre carré ou les desiderata de la clientèle, autant d'arguments parfaitement racialisés mais qui avancent masqués. Si un restaurateur préfère mettre une Noire à la plonge plutôt qu'au service en salle pour ne pas déplaire aux clients, aucun juge ne pourra prouver qu'il y a une intention raciste.

Il est par ailleurs difficile pour la justice de légiférer dans le privé, tant on perçoit ces interventions en matière de justice raciale comme des intrusions. C'est même le point de vue du nouveau ministre de la justice, Jeff Session, ce qui en dit long sur la réaction qui vient.

MCM : Le livre s'ouvre ce constat : « la passion suscitée par l'élection puis la présence d'un Noir à la Maison Blanche a diverti l'attention et masqué le creusement des inégalités raciales aux États-Unis. [...] Ce qui importe n'est pas la couleur accidentelle d'Obama mais la couleur immuable du marché ». Comment rendre compte d'un tel paradoxe ?

SL : On pourrait dire que ce n'est pas du tout un paradoxe. L'une des grandes ruses du néolibéralisme est ce que certains chercheurs ont appelé la « diversité néolibérale », consistant à mettre en avant un ou deux individus exemplaires. Cela permet de dire « si eux ont réussi, c'est bien le signe que « quand on veut on peut » ». On dit aussi qu'une entreprise vantant sa diversité (une femme de couleur ici ou là) est « bonne pour le business », cela relève de l'image de marque du groupe.

En un sens l'élection d'Obama est une péripétie. Les péripéties en histoire ont de la substance. Mais une péripétie est aussi peut-être un décrochage, un contretemps, un léger décalage par rapport à des logiques historiques profondes. La citoyenneté américaine comme exclusion des non-Blancs a 250 ans. 2008-2016, c'est assez court au regard de ce temps long. Le fait qu'il y ait eu comme un hoquet de l'histoire avec l'élection d'Obama

conduit certes à l'idée qu'une autre représentation de l'homme noir est possible. C'est assez inouï. Mais en même temps ce qu'on voit aujourd'hui, huit ans plus tard, c'est à quel point l'Amérique qui a pleuré de joie en voyant l'élection d'Obama, ne savait pas à quel point l'autre Amérique grinçait des dents.

Progrès racial et reculade avancent de concert, on est au-delà de la dialectique historique traditionnelle. Trump et Obama sont deux phénomènes siamois. Donald Trump a commencé sa campagne présidentielle lorsqu'il a dit d'Obama : « cet homme est illégitime, où est-il né ? ». C'est avant l'histoire des Mexicains violeurs. L'acte fondateur est de dire qu'Obama ne peut pas être président des Etats-Unis parce qu'il n'est pas des « nôtres ». Trump a exhumé cette vieille croyance que si un Noir a accédé à la Maison Blanche, c'est forcément par une dépossession, une imposture.

À cela s'ajoute un Parti démocrate incapable de comprendre que ses politiques néolibérales à outrance l'éloignent d'une partie de sa base. Démocrates et Républicains ont été mis dans le même sac de « l'establishment » qui oublierait la réalité de la vie de l'Américain moyen qui se lève tôt pour aller travailler. Donc Obama est à la fois un accident et a suscité une réaction, un esprit de revanche, qui est un lieu commun de l'histoire américaine. À chaque période de progrès succède une réaction. Ce pays est malade de la question raciale. C'est sa grande ligne de clivage, son grand malaise.

MCM : L'amélioration du sort des Noirs se situe surtout du côté de la lutte collective. Où en est *Black Lives Matter* ? La mobilisation a pris une certaine ampleur, a-t-elle obtenu des succès ?

SL : Black Lives Matter est le nom générique d'une série de groupes et de mouvements sociaux qui se déploient aux Etats-Unis depuis cinq ou six ans. Je suis aussi particulièrement intéressée par les Moral Mondays, en Caroline du Nord, menés par le pasteur William Barber, qui a commencé à rassembler tous les lundis les opposants aux politiques austéritaires de son État, à la privatisation des retraites, etc. Il est pasteur et noir. Les questions de brutalité policière, d'oppression des immigrés et des minorités sexuelles se sont très rapidement agrégées. Finalement on s'est retrouvé avec une coalition de dissidents, qui a fait grand bruit.

Il y a aussi le mouvement pour le salaire minimum à 15 dollars. Ils se battent farouchement aux quatre coins du pays sans que les médias n'en parlent. Cela fait toute une série de mouvements sociaux « grassroots » qui ont une potentialité considérable. *Black Lives Matter* a montré qu'il pouvait y avoir une universalité de la cause noire. Mais comme avec Martin Luther King, c'est un mouvement profondément impopulaire. La majorité des Américains considère que ce sont des agitateurs qui cherchent des complications inutiles, qui jettent de l'huile sur le feu.

Rudolph Giuliani, qui a un avenir prometteur dans l'administration de Trump, dit que si vous défendez les droits des Noirs à ne pas être tués dans la rue c'est que vous êtes anti-flics. On est dans cette idée du jeu à somme nulle : « si vous défendez les Noirs vous êtes contre les Blancs », « si Obama est élu c'est qu'il déteste les Blancs ». Cette politique du ressentiment est très forte.

La question se pose aussi de la création d'un mouvement hispanique fort. Et les prisonniers

restent à la source de plusieurs contestations. On peut espérer que les 14 millions de personnes qui ont voté pour Bernie Sanders se retrouvent dans son mouvement pour une révolution à venir qui ne se contente pas de pousser la plateforme démocrate - on se demande bien ce que les Démocrates vont faire désormais. Quelque chose se met en place dans la société civile, pas forcément pour gagner des élections mais pour commencer à réfléchir sur ce que peut faire la gauche américaine.

Après le temps de la déploration et de la consternation, il faut se mettre au travail. Il y a tout un chantier. Les progressistes américains vont devoir repenser ce que Martin Luther King avait pointé : l'articulation des inégalités et de la question du pouvoir. Quelles sont les logiques de domination aujourd'hui ? Et surtout : pourquoi ceux qui dominent ont le sentiment d'être les dominés ? C'est cela qui est intéressant : Trump parle au nom de ceux qui se pensent comme les perdants et refusent qu'on leur dise qu'ils sont en réalité les possédants.

MCM : Comment comprendre l'écho rencontré par Bernie Sanders ? A-t-il bénéficié de la dynamique impulsée par Occupy Wall Street ? Il y a quelque chose de paradoxal dans le fait que quelqu'un qui a voté 9 fois sur 10 comme tous les autres sénateurs démocrates prenne le leadership de la contestation.

SL : Il a un côté extrêmement ringard. Il n'a pas adapté son discours à l'esprit du temps. Depuis le début des années 1980, c'est un monomane de la question des inégalités sociales. Il lui a fallu trente ans pour être audible. Mais ça ne veut pas dire qu'il ait eu tort pendant trente ans. Or comme c'est le seul à n'avoir cessé de répéter qu'il y avait un problème dans la captation des richesses par le 1%, jusqu'à l'arrivée de Occupy Wall Street, on a redécouvert la vertu de ne pas être dans un discours d'adaptation.

Les inégalités de revenu ne sont pas un épiphénomène marginal mais sont attentatoires à tous les aspects de la vie quotidienne. Lorsque vous n'avez pas la possibilité de mettre vos enfants à l'université parce que les droits d'inscription ont explosé pour le profit d'une petite poignée, c'est un problème. Plus encore lorsque les revenus du 0,1% des mieux lotis s'envolent. Sanders a commencé par s'adresser aux étudiants, endettés et bien souvent sans perspective d'ascension sociale malgré le diplôme, qui sont évidemment les mieux placés pour comprendre cela. Il pose les enjeux politiques de façon très simple, presque réductrice, sur la question des inégalités. Trump est aussi dans une forme d'hyper-simplicité : c'est « eux » contre « nous ».

Pour Sanders les inégalités sont la matrice fondamentale qui fait que les Etats-Unis sont un pays malade. Et les gens s'en sont rendus compte avec la crise de 2007, qui a exaspéré la grande décadence des conditions sociales depuis trente ans. Tout à coup, les Américains ont réalisé qu'il restait peu de choses de l'idée d'Amérique après trente ans de rouleau compresseur néolibéral. Leur drame, c'est d'avoir choisi comme recours, à la façon d'un *pharmakon* (à la fois remède et poison), un milliardaire qui n'existe que par l'empire du marché total et dont les politiques, mises au service de la caste des riches et des puissants, promet d'achever le processus de décomposition démocratique et de condamner la nation à un individualisme nihiliste et revancharde.

